
[ALERTE ! Les communautés autochtones Karen sont en danger après leur retour sur leurs terres ancestrales en Thaïlande](#)

POINT SUR LA SITUATION DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES KAREN DE BANG KLOI, EN THAÏLANDE

Vingt-deux personnes ont été poursuivies. Il leur est interdit de retourner à Upper Bang Kloi ou d'entrer dans le parc sans autorisation. Si elles étaient reconnues coupables, elles pourraient encourir une peine de prison de 4 à 20 ans. Les avocats spécialisés dans les droits de l'homme disent qu'il s'agit d'une affaire stratégique contre les droits du groupe ethnique Karen dans leur patrie d'origine.

En février de cette année, des responsables du parc ont trouvé 36 familles Karen à Upper Bang Kloi. Leur refus de partir a conduit les responsables du parc à informer la police. Quatre-vingt-trois personnes ont ensuite été expulsées de la forêt.

Vingt-deux personnes ont été arrêtées pour s'être introduites dans le parc national et ont ensuite été libérées temporairement sans caution. Il leur est interdit de retourner à Upper Bang Kloi ou d'entrer dans le parc sans autorisation. Si elles étaient reconnues coupables, elles pourraient encourir une peine de prison de 4 à 20 ans ou une amende comprise entre 400 000 bahts (12 742 USD) et 2 millions de bahts (60 000 USD), ou les deux.

Elles ont été poursuivies en application de la Loi sur les forêts, de la Loi sur les réserves forestières nationales et de la Loi sur les parcs nationaux. L'affaire est en cours d'instruction en vue de déposer une plainte devant le tribunal. De plus, dans une enquête sur la date de l'arrestation (5 mars 2021), des responsables ont collecté l'ADN des villageois et empêché les rencontres avec les avocats, et les villageois ont été contraints de faire des aveux.

Une nouvelle génération de militants, qui porte le nom de #SaveBangKloi, joue un rôle clé dans les campagnes publiques visant à mettre fin aux poursuites. Les avocats spécialisés dans les droits de l'homme disent qu'il s'agit d'une affaire stratégique contre les droits du groupe ethnique Karen dans leur patrie d'origine.

*** Février, 2021

ALERTE ! Les communautés autochtones Karen sont en danger après leur retour sur leurs terres ancestrales en Thaïlande

Elles vivent dans les forêts de Kaeng Krachan, à Bang Kloi, depuis des générations. Lorsque le parc national de Kaeng Krachan a été créé en 1981, elles ont commencé à être la cible de violences et d'expulsions. Les populations Karen de tout le pays, qui ont pour la plupart été confrontées à des discriminations et des évictions similaires, se mobilisent pour soutenir le droit des communautés de Bang Kloi à revenir sur leurs terres.

Image

Mobilisation en solidarité avec les communautés Karen, en Thaïlande

En janvier 2021, les populations autochtones Karen de Bang Kloi sont revenues sur leurs terres ancestrales, dans les forêts de Kaeng Krachan, après des années d'éviction de leurs terres et de quasi-famine.

Depuis la création du parc national de Kaeng Krachan en 1981, elles subissent des violences, des discriminations, des meurtres et des évictions :

- Le Département des parcs nationaux et de la conservation de la faune et de la flore les accuse d'être des occupants illégaux des forêts. La culture itinérante qu'elles pratiquent est dénigrée et présentée comme une forme de déforestation, alors que c'est elle qui a préservé la bonne santé des forêts de Kaeng Krachan pendant des générations.

- En 1996, les responsables du parc national ont réinstallé 57 familles à Ban Pong Luek-Bang Kloi. Après avoir été confrontés à des promesses non tenues et à des conditions déplorables, de nombreux membres des communautés Karen sont revenus sur leurs territoires ancestraux.

- En 2011, le chef du parc de l'époque, Chaiwat Kimlikitaksorn, a dirigé une équipe de soldats armés et de gardes forestiers pour incendier les maisons et les granges à riz des Karen. Poussés par la peur, les habitants des forêts ont fui vers le village où ils avaient été réinstallés.

Image

- Lorsque le défenseur des habitants des forêts, Tatkamon Ob-om, a révélé ce qui s'était passé à Bang Kloi, il a été abattu. Le chef du parc de l'époque a été arrêté, mais finalement libéré parce que l'arme n'a pas pu être trouvée.
- Porlajee "Billy" Rakchongcharoen, un jeune défenseur des droits fonciers Karen a mystérieusement disparu en 2014. Cinq ans plus tard, en 2019, des fragments du crâne de Billy ont été trouvés dans un bidon de pétrole près du bureau du parc. Chaiwat Kimlikitsorn n'a pas été inculpé.
- Bien que la Cour administrative suprême thaïlandaise ait déclaré que les droits fonciers du peuple Karen devaient être respectés, les violences se sont accrues.
- En 2019, une loi plus violente sur les parcs nationaux a été adoptée. Les fonctionnaires des parcs nationaux ont ainsi reçu des pouvoirs plus importants que n'en ont les militaires en application d'un décret sur l'état d'urgence. Par exemple, ces fonctionnaires peuvent entrer et détruire les maisons des habitants des forêts à tout moment en invoquant l'urgence, sans avoir besoin d'enquêter sur quoi que ce soit.
- En août 2020, le conseiller du groupe de travail stratégique sur les ressources naturelles et la conservation de l'environnement a visité la région et a pu constater que les villageois souffrent de l'absence de terres et d'un accès extrêmement difficile à des moyens de subsistance. Mais il n'y a pas eu d'avancées par la suite.
- Le 8 décembre 2020, les Karen de Bang Kloi ont transmis une lettre au ministre des Ressources naturelles et de la Conservation de l'environnement. La lettre est restée sans réponse.

En conséquence et après de nombreuses tentatives pour rétablir leur droit à revenir vivre sur leur territoire ancestral, le 9 janvier 2021, des membres de la communauté de Bang Kloi sont revenus dans les forêts de Kaeng Krachan. **Mais ils courent un danger extrême.**

Il est temps que les Karen de Bang Kloi recouvrent leur droit de revenir vivre sur leur territoire sans avoir à subir de menaces ou d'intimidations. Ils ne se battent pas seulement pour une parcelle de forêt où ils peuvent vivre. Ils se battent pour la justice et la dignité.

Vidéo en anglais: